

Terre & dignité

10 ans d'enquêtes sur les multinationales en Tunisie

Un film du Collectif Halfa

الأرض و الكرامة

10 سنوات من التحقيقات الشركات متعددة الجنسيات في تونس
فيلم من الأرض والكرامة



Dossier de presse
الملف الصحفي

SOMMAIRE :

- . 10 ans d'enquêtes sur les multinationales en Tunisie... en quelques mots
- . Décoloniser le mirage néo-libéral raciste
- . Plonger dans le gouffre du passé pour comprendre la Françafrique
- . Steiff à Sidi Bouzid : une multinationale allemande dans le berceau des insurrections du monde arabe
- . Décoloniser la Terre - les exemples d'une crise climatique exacerbée par les multinationales :
- Danone et Roullier, mastodontes de l'agro-industrie en Tunisie
- . Décoloniser, par l'enquête collective
- . Quelques témoins de l'enquête



*« Coloniser des régions lointaines, les peupler ou les dépeupler
tout cela se passe sur des terres, à leur sujet, ou à cause d'elles »*

Edward W. Saïd - Culture & impérialisme



Terre & dignité



terre_et_dignite_

Un film du COLLECTIF HALFA, 2025, 95 minutes

CONTACT: prod.halfa@gmail.com

BANDE ANNONCE : <https://youtu.be/mJ8U2ahBNGs>

PHOTOS:

Émeutes contre le forage d'un puits au bénéfice de "Délice", filiale de la multinationale Danone. Jelma (région de Sidi Bouzid, mai 2018). Crédits : E.O.P.

. 10 ans d'enquêtes sur les multinationales en Tunisie

... en quelques mots

Terre & dignité est d'abord le fruit d'un travail d'enquête collectif. C'est un document ressource bilingue, en arabe et en français, sur le néocolonialisme en Tunisie à destination des publics tunisiens et français, mais aussi de tous les publics arabophones et francophones. Nous avons travaillé sur l'histoire, sur des archives coloniales, et sur des images d'actualités récentes concernant les mouvements sociaux en Tunisie. En suivant la méthode d'Assia Djebar dans « *La Zerda ou les chants de l'oubli* », nous donnons une autre vie à ces archives avec notre (ré)interprétation, notre imaginaire, nos références. Et nous avons réalisé des entretiens avec des acteurs.trices des luttes sociales. Au coeur de ces luttes nous avons isolé un sujet : la dépendance de la Tunisie vis-à-vis d'intérêts économiques européens, et français en particulier. La Françafrique, ou l'Europafrique en Tunisie, est le sujet de ce documentaire.

3 multinationales sont les objets de nos enquêtes: une allemande : Steiff, qui fabrique des jouets dans la ville de Sidi Bouzid, et deux françaises : Danone et Roullier, mastodontes de l'agro-industrie, présentes dans plusieurs régions tunisiennes. Chacune dans un domaine : Steiff dans la confection, Danone dans l'agriculture, Roullier dans les mines de phosphates, elles sont représentatives du rôle subalterne imposé à la Tunisie à la périphérie du marché mondial.

La période coloniale est le point de départ de *Terre & dignité*, mais le point de rencontre entre les membres du collectif Halfa, qui ont fait le film, c'est l'intifada du 17 décembre 2010, prélude à d'autres révoltes dans le monde arabe. Cette révolte a mis à nu, d'après nous, autant l'autoritarisme d'un régime que l'impasse d'un système économique. Le chômage de masse, l'appauvrissement de l'État, la crise de l'eau ou les pollutions industrielles sont des conséquences de ce système. Et c'est parce que ce système économique néocolonial s'accroche à ses privilèges que la crise économique perdure.

C'est ce système qui doit tomber. Nous nous sommes rencontrés en nous mobilisant contre lui parce que nous croyons en un autre monde possible.

Et aussi parce que, comme l'écrivait le poète de Sidi Bouzid Mohamed Sghaier Ouled Ahmed, *ce pays, nous l'aimons*.

Collectif Halfa – janvier 2025

. Décoloniser le mirage néo-libéral raciste

"Notre présence en Afrique du nord, et spécialement en Tunisie est l'impératif numéro un de la politique française. Avons-nous recherché le meilleur moyen de la perpétuer?"¹

Le maintien de la domination française en Tunisie, pièce stratégique sur l'échiquier de la « Françafrique », a souvent été surtout perçue sous l'angle d'une connivence sécuritaire. Pendant la période de la dictature de Ben Ali, la France disait s'accommoder de ce régime pour le contrôle de l'immigration illégale ou la lutte contre le terrorisme. En parallèle, la Tunisie était présentée comme un partenaire commercial fiable, comme un modèle de réussite économique, un alliage entre tradition maghrébine et économie de marché.

En suivant la parole de chercheur.euses, de syndicalistes ou de paysan.nes tunisien.nes, le film *Terre&dignité* donne à voir une autre réalité : la Tunisie n'a jamais eu son indépendance économique. Elle a dû racheter à la France ses propres terres après 1956 et, après une courte parenthèse socialiste avortée, elle s'est retrouvée prise dans l'étau du marché mondial, écrasée par la concurrence des entreprises européennes. Les promesses de développement n'étaient que des promesses, les Européens, Français en tête, n'ont fait que se servir de la Tunisie pour capter des matières premières brutes, et comme un atelier pour les filiales de leurs multinationales.

Les conséquences économiques pour la Tunisie ont été catastrophiques : abandon de secteurs entiers de l'économie (textile, industrie), effondrement des services publics, ruine de l'agriculture, pollutions et chômage de masse. Il est impossible de comprendre les mouvements sociaux qui éclatent dans ce pays depuis la grève générale dans les mines de phosphates en 2008, si on ne remet pas en perspective les choix idéologiques imposés à l'économie de la Tunisie depuis des décennies. Car tout est fait pour culpabiliser les Tunisiens : l'ensemble de leurs problèmes viendraient de leurs dirigeants autoritaires, de leur traditions culturelles, ou de leur religion. Et les multinationales seraient les amies de la Tunisie. C'est ce mirage néolibéral raciste que *Terre&dignité* propose de décoloniser.

. Plonger dans le gouffre du passé, une condition pour comprendre la Françafrique

En suivant le conseil de Frantz Fanon, ce documentaire s'ouvre avec une « plongée dans le gouffre du passé », les archives de la Tunisie coloniale, avant de remonter jusqu'à la surface de l'actualité, et des luttes sociales. Les images de la lutte armée de libération nationale, préalable à l'indépendance politique du pays en 1956, sont mises en rapport avec « l'intifada du 17 décembre 2010 », qui chassa Ben Ali. Relire Frantz Fanon, en filmant la Françafrique en Tunisie, c'est refaire son constat initial sur la situation politique qui caractérisa la plupart des indépendances africaines : « *la bourgeoisie nationale va assumer le rôle de gérant des entreprises de l'Occident et pratiquement organisera son*

¹ Extrait d'un article de François Mitterrand dans le *Le Courrier de la Nièvre*, 1952. Cité par Thomas Deltombe in *L'Afrique d'abord ! Quand François Mitterrand voulait sauver l'empire français*.

pays en lupanar de l'Europe. » Pour assurer la pérennité de ce système honteux, l'Europe a besoin de régimes qui étouffent les contestations, et les rendent invisibles, elle a besoin : « *d'un leader populaire auquel reviendra le double rôle de stabiliser le régime et de perpétuer sa domination.* »² C'est ce « système » que le peuple tunisien a pris d'assaut dans l'hiver arabe des mois de décembre 2010, janvier et février 2011. Mais si le leader de l'époque est tombé d'une façon spectaculaire, le néocolonialisme, lui, n'a pas relâché un instant ses privilèges.

Le sujet central de *Terre&dignité*, ce sont donc les filiales des multinationales européennes, avatars du néocolonialisme en Tunisie. Avec l'accord d'association de 1995 entre l'Europe et la Tunisie, les lois néo-libérales qui l'accompagnent (comme la symbolique « loi 72 »), et avec la corruption qu'elles exercent, elles bénéficient de privilèges dignes d'un paradis fiscal : exonération d'impôts, suppression des charges sociales, ou rapatriement à l'étranger de tous les bénéfices réalisés en Tunisie. Et elles exploitent une main d'oeuvre qui touche des salaires bloqués depuis des décennies par les multiples dévaluation du dinar à un niveau oscillant entre 150 et 200 euros par mois.



Najet Nouri, représentante du syndicat de l'usine Steiff à Sidi Bouzid, et première femme membre du bureau exécutif de l'UGTT (union générale tunisienne du travail).

² *Les Damnés de la terre*, pp.149 et 159.

. Steiff à Sidi Bouzid : une multinationale allemande dans le berceau des insurrections du monde arabe

L'usine Steiff a été fondée par Margarete Steiff au début du XXème siècle. Son siège social est aujourd'hui situé à Giengen an der Brenz dans le district de Stuttgart. Depuis 1975, elle a délocalisé une grande partie de sa production en Tunisie, à Sidi Bouzid, la ville d'où est partie « l'intifada » du 17/12/2010, après l'immolation par le feu du chômeur Mohamed Bouazizi. Sidi Bouzid est le berceau des insurrections du monde arabe, dont le slogan était « le peuple veut la chute du système ». Au coeur de ce système, il y a les multinationales qui exploitent la main d'oeuvre, comme Steiff.

Aujourd'hui, Steiff emploierait plus de 1000 femmes à Sidi Bouzid. Pourtant, avec un chiffre d'affaires de 69 millions d'euros, Steiff n'est pas une grosse multinationale. Mais elle fait partie de ces milliers d'entreprises qui se sont installées en Tunisie pour faire de juteuses affaires en profitant du cadre fiscal très avantageux. Steiff en Tunisie est très discrète. Sur son site officiel, pas un mot sur sa présence en Afrique du nord. De rares articles de presse mentionnent vaguement son existence, et on trouve à peine quelques photos la représentant sur les réseaux sociaux. L'entreprise affiche sur son site un volet humanitaire, en plus de ses activités commerciales, avec son opération « Steiff charity » qui a pour but : « d'encourager les enfants dans le besoin dans leur développement. »

Terre&dignité dévoile l'envers du décor : les ouvrières travaillent dans des conditions de travail infernales, avec une infrastructure inappropriée dans un milieu aride, et elles subissent le harcèlement et les insultes des cadres. L'une de ces ouvrières, Najet Nouri, est la première femme à avoir été membre du bureau exécutif de l'UGTT. Elle nous a raconté la souffrance au travail, et la répression syndicale, mais aussi l'entraide entre ouvrières dans le contexte de la dictature, et de l'exploitation néolibérale.

Difficile de voir autre chose que du « charity-washing » dans les déclarations de bonnes intentions de Steiff. L'entreprise allemande serait mieux inspirée si elle versait des salaires décents à ses salariées tunisiennes, et si elle payait des impôts et des charges à l'État tunisien. Cela serait une manière bien plus efficace de contribuer au développement des enfants dans le besoin, ceux dont les mères sont ouvrières chez Steiff, par exemple.

Mais un autre problème majeur s'ajoute désormais à la domination économique, ou plutôt une conséquence de cette domination : la crise écologique, qui frappe très durement un pays du sud comme la Tunisie. A force de surexploiter les terres du pays, les multinationales atteignent la limite des ressources disponibles en eau. Et des pollutions industrielles commencent à rendre impossible la vie dans des régions entières.

**. Décoloniser la Terre - les exemples d'une crise climatique
exacerbée par les multinationales :
Danone et Roullier, mastodontes de l'agro-industrie en Tunisie**



A côté du Groupe chimique tunisien (GCT), la « montagne » de phosphogypse, à Mdhilla, dans le bassin minier de Gafsa, en face des oasis et du désert, une catastrophe environnementale ignorée.

L'écologie fait souvent l'impasse sur les questions néocoloniales, et à même tendance à laisser se reproduire des rapports de domination. Le cas de la Tunisie est édifiant. Par exemple, depuis plusieurs années, des enquêtes ont été réalisées en France sur les pollutions aux algues vertes en Bretagne, sans dire un mot sur l'origine néocoloniale de cette pollution. En effet, nous savons qu'elles ont comme principale origine les engrais utilisés pour l'agro-industrie, et en particulier les engrais phosphatés. Les enquêtes sur les pollutions aux algues vertes auraient donc pu prendre en considération le fait que l'origine de ces pollutions se trouve dans les pays du sud (Maroc, Tunisie ou Sahara Occidental), producteurs de la matière première de ces engrais : le phosphate. Il est d'autant plus nécessaire de faire ce lien que les pollutions dans ces pays sont incomparablement plus graves. L'industrie du phosphate est responsable d'une des pires catastrophes environnementales au sud de la méditerranée.

Terre & dignité a suivi tout le parcours du phosphate, depuis son extraction dans le bassin minier de Gafsa, en passant par le golfe de Gabès, pour finir sur les côtes bretonnes. Le phosphogypse, déchet industriel radioactif issu du lavage du phosphate, bourré de métaux lourds, est rejeté dans le désert, et dans le golfe de Gabès en dehors de tout contrôle. Il

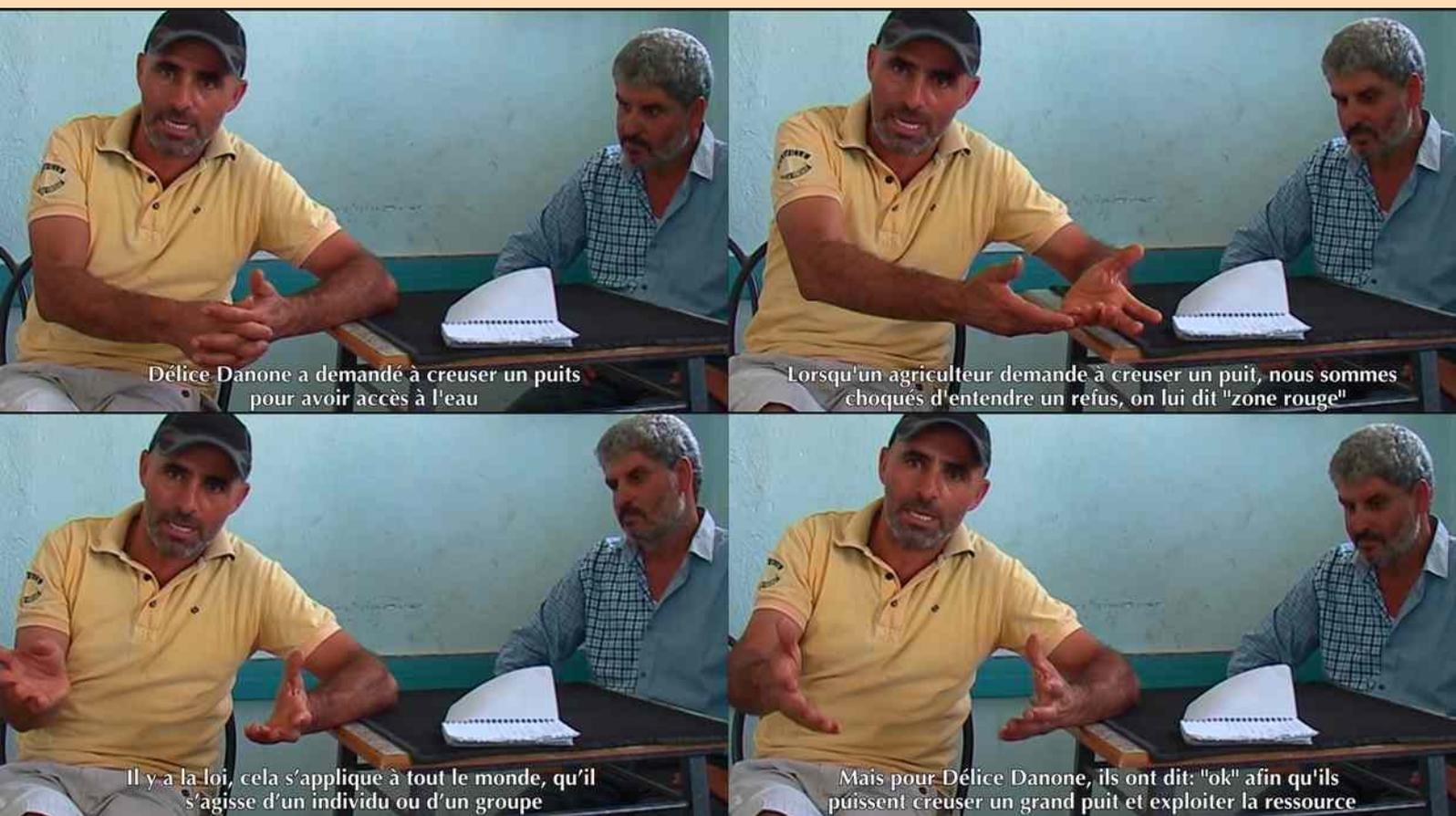
ravage les terres agricoles, dont les précieuses et fragiles oasis, et provoque des maladies dans l'ensemble de la population : cancers, ostéoporose, maladies de peau et respiratoires. La dentition de tous les habitants du bassin minier est spectaculairement atteinte. Les milliers de tonnes de phosphogypse rejetées chaque jour dans le désert dans la région de Gafsa et dans le golfe de Gabès ont détruit la faune et la flore marine, et ont ruiné les agriculteurs et les pêcheurs. Des associations comme l'Observatoire tunisien de l'eau et Nomad 08 issues de la région de Gafsa, que nous avons rencontrées, ou le collectif Stop pollution de Gabès, participent actuellement à d'importantes mobilisations contre ces pollutions, les premières du genre en Tunisie.

Le leader français des engrais phosphatés, Roullier, est présent au Maroc, et en Tunisie, où il est le premier client du Groupe chimique tunisien - « un partenariat historique » d'après le site de l'entreprise. La multinationale française transforme chaque année des dizaines de milliers de tonnes de phosphate brut lavé en engrais qui partent vers l'Europe. Les besoins de l'agro-industrie européenne propagent et entretiennent donc la spoliation des terres tunisiennes et de leurs habitants. Roullier en est le principal bénéficiaire, et les responsabilités françaises sont multiples. En 1972, c'est l'entreprise SPIE Batignolles qui avait conçu la première usine de traitement du phosphate en Tunisie, et avait programmé les rejets en mer. L'ambassade de France et les gouvernements français successifs ont encouragé Roullier dans ses activités. Mais, lorsqu'en 2023 ils sont interrogés pour la première fois par des journalistes sur les conséquences environnementales de l'extraction du phosphate en Tunisie, les autorités françaises refusent de répondre³.

Partout en Tunisie, c'est l'eau qui devient un problème majeur. Depuis plusieurs années, les habitant.es de certaines villes n'en ont plus dans leur robinet. Ils et elles commencent donc à fuir pour survivre. C'est la situation actuelle à Jelma, petite ville de 6000 habitant.es non loin de Sidi Bouzid, où militants syndicaux et associatifs alertent : un quart de la population aurait quitté la ville ces dernières années. C'est aussi dans cette ville qu'il y a eu, en mai 2018, des émeutes contre la multinationale Danone, et sa filiale Délice (cf : *photos de couverture de ce dossier de presse*). Délice a installé à Jelma une usine, et un forage en eau à plus de 200 mètres de profondeur, au service de l'industrie laitière de Danone. Jelma est située en « zone rouge » où les forages sont normalement interdits par la loi tunisienne. Les émeutes avaient éclaté lorsque Délice a voulu creuser un deuxième forage pour ses activités. Malgré la répression, les habitant.es de Jelma avaient réussi à détruire le forage, et à empêcher sa mise en marche.

Les activités de Danone, de Roullier, ou d'autres multinationales qui accaparent les ressources en eau de la Tunisie, passent complètement inaperçues en France. Pourtant, à l'heure des mobilisations pour l'eau et des « soulèvements de la Terre » en France, comme à Ste-Soline en 2023 et en 2024, les organisations du mouvement social français pourraient s'intéresser à la situation critique des paysan.nes tunisien.nes. Ce sont « nos » multinationales qui ont une énorme responsabilité dans la crise tunisienne de l'eau, mais aussi dans les pollutions, et l'exploitation de la main d'oeuvre..

3 Francebleu.fr, 20/10/2023, Elodie Guéguen, Cellule investigation de Radio France.



Belgacem Mansouri & Béchir Messaoudi, deux habitants de la région de Jelma, pratiquant l'élevage et l'agriculture, et dont les activités sont mises en danger par la raréfaction des ressources en eau.

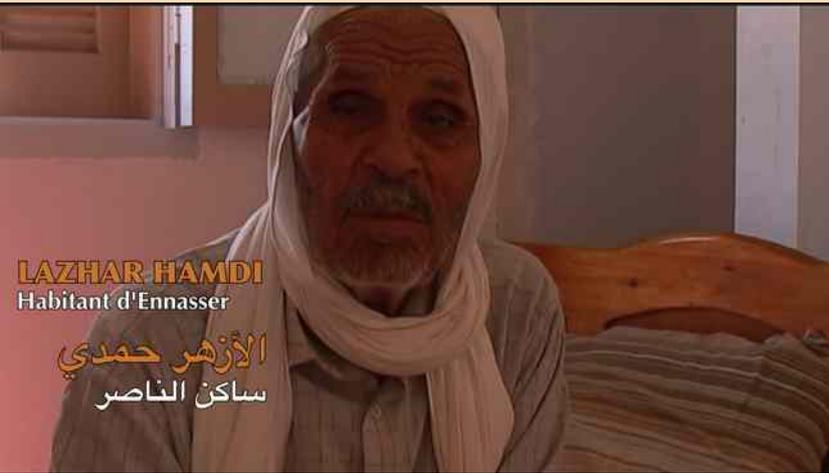
. Décoloniser, par l'enquête collective

Terre & dignité est un film collectif qui fait un portrait du (néo)-colonialisme français en Tunisie, à partir d'archives coloniales & de la parole des premiers.res concernés.es : des ouvriers.ères, des paysans.nes tunisiens.nes, des intellectuels.les. C'est un film qui a été fait de bout en bout sous le contrôle de ces derniers, en lien avec elles.eux, avec ce qu'ils.elles acceptaient de montrer, de dire, et avec les priorités qu'ils.elles avaient désigné. Le choix des trois multinationales sur lesquelles le film fait autant de focales est un choix qui a été fait par des habitants des régions affectées. Nous croyons que le chômage, la sécheresse, ou les pollutions « *ne sont pas des effets secondaires du colonialisme, mais plutôt la mise en action continue d'une relation coloniale à la Terre* ⁴ ». Il nous faudra donc inventer une autre relation à la Terre pour trouver un véritable horizon décolonial.

Dans cette optique, le *Collectif Halfa* est constitué de militants des trois pays du Maghreb, et de militants français, qui ont travaillé, enquêté et monté ensemble des images sur les graves conséquences de l'activité de ces multinationales sur les équilibres sociaux, économiques, naturels de la société tunisienne. C'est le film d'un collectif internationaliste qui porte le nom d'une plante des steppes tunisiennes, tressée pour faire des cordages, la halfa.

4 *Polluer, c'est coloniser*. Max Liboiron, ed. Amsterdam. p.50

. Quelques témoins de l'enquête



Lazhar est un ancien bédouin qui a participé à la lutte armée pour la libération de la Tunisie. Il a été sédentarisé après l'indépendance dans le village d'Ennasser, situé entre Sidi Bouzid et Gafsa, comme de nombreux autres combattants de la région. Le film s'ouvre avec la mémoire de Lazhar sur la période coloniale. Sa voix nous guide à travers les images d'archives. Elle est relayée par celles de Frantz Fanon et du poète

Mohamed Sghaier Ouled Ahmed, originaire de Sidi Bouzid.

Hayet est derrière la caméra durant la plupart des interviews. C'est elle qui mène le spectateur à travers ruralité de Sidi Bouzid, dont elle est originaire, à la rencontre des paysans.nes, des chômeurs.euses, des syndicalistes. Elle passe aussi devant la caméra car son analyse de la réalité socio-économique est une clé de compréhension indispensable. Militante de l'union des diplômés chômeurs au moment de l'intifada du 17 décembre, elle est aujourd'hui ouvrière agricole. Elle a créé une société, « Oxyagro », avec un groupe de femmes pour produire du compost biologique, alternative aux engrais chimiques utilisés à outrance.



Si avec Lazhar nous regardions les archives de la période coloniale, avec Fathi nous nous concentrons sur celle de la Tunisie post-indépendante. Opposant politique sous Ben Ali, Fathi est un témoin passionnant du passage des époques, et des dynamiques de la Françafrique ou de « l'Europafrique ».

Son analyse nous permet de bien comprendre les logiques

néolibérales imposées qui ont empêché la Tunisie d'obtenir sa véritable indépendance.



Mustapha est un économiste spécialisé dans l'analyse des transformations des milieux ruraux de la Tunisie à l'heure de la mondialisation. Comment les petits agriculteurs peuvent-ils faire face à leurs concurrents européens ? Comment les multinationales s'accaparent les ressources et la main d'oeuvre ? Alors que la crise économique s'aggrave en Tunisie, quel modèle de développement alternatif serait adapté à la Tunisie ?



Mustapha JOUILI
 Professeur d'économie
 à la faculté de Nabeul
 Membre du bureau politique
 du parti Watad uni (marxiste-panarabe)

مصطفى الجويلي
 أستاذ الاقتصاد بكلية نابل
 عضو المكتب السياسي للحزب
 الوطني الديمقراطي الموحد

Les propos de ce professeur engagé font écho à ceux paysan.nes rencontrés sur le terrain et attendent encore les politiques publiques courageuses qui les mettront en œuvre.



علاء المرزوقي
 منسق OTE
 (المركز التونسي للمياه)

Alaa MARZOUGUI
 Coordinateur de l'OTE
 (Observatoire tunisien de l'eau)

Originaire du bassin minier de Gafsa, Alaa est un ingénieur chimiste, spécialiste de l'eau. Avec l'association Nomad 08 et l'Observatoire tunisien de l'eau, il cartographie depuis de longues années les pénuries et les mobilisations sociales liées à l'eau. Militant associatif infatigable, il participe à de nombreuses activités afin qu'une prise de conscience se fasse sur les questions environnementales.

Décoloniser l'écologie passe nécessairement par une écoute très attentive de la parole d'acteurs comme Alaa, qui ont des connaissances techniques à mettre au service d'un autre modèle de société.

Ali a grandi et vit à Mdhilla, l'une des quatre villes du bassin minier de Gafsa. Mdhilla est la seule des quatre villes à disposer à la fois d'une usine de la Compagnie des phosphates de Gafsa, et d'une autre du Groupe chimique tunisien. Si la pollution du Groupe chimique de Gabès a déjà fait parler d'elle, celle de Mdhilla n'est presque pas documentée. Tout comme à Gabès, d'immenses volumes de déchets de phosphogypse sont rejetés dans la nature, en l'occurrence dans le milieu oasien du Sahara tunisien. Ali nous fait circuler dans Mdhilla sur sa moto et nous montre ce que vivent les habitant.es au quotidien, au contact d'une usine située dans sa ville, et qui pollue l'air, l'eau, les terres, et jusqu'à l'intérieur des maisons.



Ali KRIMI
 Professeur d'arabe à Mdhilla
 Militant de l'UGTT

علي كريمي
 مدرس لغة عربية بالمظيلة
 ناشط في الاتحاد العام التونسي للشغل



Messaouda Hajlaoui, paysanne de la région de Gtrana (Sidi Bouzid) avec Hayet au moment du tournage, dans le Djebel Sidi Khelif.

-
Terre & dignité / 95' / الأرض والكرامة
Collectif Halfa / الأرض والكرامة
النشر فبراير 2025 / 2025 Sortie Février

Contact : prod.halfa@gmail.com
Bande annonce : <https://www.youtube.com/watch?v=52S0UEIMXgo>
Facebook : Terre&dignité
Instagram : terre_et_dignite_